



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 12/2021 – 11

OBJET : COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES
(CLECT)
Approbation des attributions de compensations définitives 2021

L'An deux mille vingt et un et quatorze du mois de décembre (**14.12.2021**) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 8 décembre 2021, s'est réuni à la salle Jules Fromage de Saint Nicolas de la Grave, sous la présidence de Monsieur Dominique BRIOIS, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. BRIOIS Dominique, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. LOPEZ Romain, 2^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 3^{ème} Vice-Présidente
M. GARGUY Bernard, 4^{ème} Vice-Président
Mme FEAU Annie, 5^{ème} Vice-Présidente
M. BOUCHÉ Bernard, 6^{ème} Vice-Président
M. SAMAIN Hugues, 7^{ème} Vice-Président
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 9^{ème} Vice-Présidente
M. PREVEDELLO Xavier, conseiller délégué
M. JAMAIN Thierry, conseiller délégué

Mme AVARELLO Georgette - M. PONS Michel - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°12) - M. FERAL Jean-Philippe - Mme BETIN Nadia - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. ANGLES André - Mme CAVERZAN Marie-Claire - M. LABORIE Michel - Mme DELZERS Monique - M. BOUTINES Gilbert - Mme FAVAREL Annie - M. VIGNAUX Christian - Mme CAVERZAN Martine - M. COULOM Michel - M. FEGNE Jean - Mme DELCHER Any - Mr POUGNAND Jérôme - Mme M'BAMBI MATALE Claudine - Mme GAYET Stéphanie - M. LOURMEDE Guy - Mme SCHATTEL Danièle - M. ACHCHTOUI Soufiane - Mme ESQUIEU Pierrette - M. SÉGARD Georges - Mme HEMMAMI Estelle - Mme CAVALIÉ Marie - M. BRAS Jacques - Mme DUPOUY Nadine - M. USSEGLIO Philippe

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. DELLAC Patrick, conseiller délégué
M. DUPUY Guy
Mme BAJON-ARNAL Jeanine
M. KOZLOWSKI Eric
Mme CARDONA Muriel (jusqu'à la délibération n°11)
M. DURRENS Serge
Mme PAYSSOT Céline
M. REMIA Alex
M. BON Philippe
Mme LOPEZ Sophie
M. THIERS Jean-Christophe
Mme LAFFINEUR Nicole
M. BOUSQUET Franck
Mme BADENS Véronique
M. FOURNIÉ Philippe

est représenté par Olivier SEVEGNES, conseiller municipal
est représenté par Jean-Paul FEGNÉ, conseiller municipal
a donné procuration à Michel PONS
a donné procuration à Jean-Philippe BESIERS
a donné procuration à Jean-Philippe FERAL
a donné procuration à Michel PONS
a donné procuration à Marie-Christine PECCOLO
a donné procuration à Nadia BETIN
a donné procuration à André ANGLES
a donné procuration à Pierrette ESQUIEU
a donné procuration à Jérôme POUGNAND
a donné procuration à Any DELCHER
a donné procuration à Estelle HEMMAMI
a donné procuration à Jean FEGNÉ
a donné procuration à Bernard BOUCHÉ

ABSENTS EXCUSES :

M. LAFONT Hubert, 8^{ème} Vice-Président
M. EIDESHEIM David
M. PUCHOUAU Pierre

ABSENTS NON EXCUSES :

M. CRUBILÉ Jean-Luc
Mme TRESSENS Christiane
M. PAILLAS Alain
Mme MOREL Michèle

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Nadine DUPOUY ayant obtenu la majorité des suffrages, a été déléguée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSE DES MOTIFS

Pour cette année 2021, il n'y a pas de nouveaux transferts de compétences. Les attributions de compensation sont modifiées pour prendre en compte le coût réel de 2020 du service commun des instructions d'urbanisme.

Pour rappel, en 2020, les subventions relatives aux associations sportives ont été restituées aux communes pour la dernière année. En 2021, seule la subvention concernant l'ADMR continue à être reversée aux communes concernées

Les attributions de compensation ont pour objet de garantir la neutralité budgétaire de l'application du régime de fiscalité professionnelle unique. Les attributions de compensations versées par les groupements à leurs communes membres ou inversement revêtent le caractère de dépenses obligatoires au sens de l'article L. 2321-1 du code général des collectivités territoriales.

L'attribution de compensation est égale au montant des recettes transférées par les communes, minorée des charges transférées à l'occasion de chaque transfert de compétences par les communes à la Communauté de communes. Ces charges font l'objet d'une évaluation par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) selon une méthodologie décrite par le code général des impôts.

La définition du cadre général de l'évaluation des transferts de charges à un EPCI ayant adopté le régime de FPU résulte de l'article 1609 nonies C du code général des impôts.

Le calendrier de l'évaluation des charges transférées est précisé au IV de l'article 1609 nonies C du code général des impôts. Cet article stipule :

- Que la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) doit produire un rapport sur le coût des charges et recettes liées aux compétences transférées dans un délai de 9 mois à compter de la prise de compétence, soit avant le 30 septembre 2021 ;
- Que ce rapport doit être adopté :
 - Par la CLECT, en fonction des conditions prévues dans le règlement intérieur de la CLECT si la communauté en est dotée, à la majorité simple de ses membres à défaut ;
 - Par la majorité qualifiée des conseils municipaux : les 2/3 des conseils municipaux représentant la moitié au moins de la population ou la moitié des conseils municipaux représentant les 2/3 au moins de la population, dans un délai de 3 mois à compter de la date de sa transmission par le président de la CLECT.

A défaut de ces obligations, le coût net des charges transférées est constaté par arrêté du préfet selon une méthode désormais définie par la loi.

La CLECT s'est réunie le 13 septembre 2021 et a adopté, à l'unanimité des votants, le rapport proposé.

Le présent rapport a été notifié le 15 septembre 2021 à chaque commune membre par la communauté de communes afin qu'il soit approuvé.

Vu l'avis de la commission communautaire Finances et actions de mutualisation du 17 mars 2021 et du 2 décembre 2021 ;

Vu l'avis de la conférence des maires en date du 7 décembre 2021 ;

Considérant que la majorité qualifiée des conseils municipaux est atteinte par délibération :

AR Prefecture

082-200066322-20211216-DEL12202111-DE

Reçu le 16/12/2021

Publié le 16/12/2021

- ~~En date du 14 octobre 2021 de la commune de Boudou ;~~
- En date du 20 octobre 2021 de la commune de Castelferrus ;
- En date du 15 novembre 2021 de la commune de Castelsarrasin ;
- En date du 30 septembre 2021 de la commune de Caumont ;
- En date du 12 octobre 2021 de la commune de Cordes-Tolosannes ;
- En date du 21 octobre 2021 de la commune de Durfort-Lacapelette ;
- En date du 17 septembre 2021 de la commune de Fajolles ;
- En date du 24 novembre 2021 de la commune de Garganvillar ;
- En date du 1^{er} octobre 2021 de la commune de Labourgade
- En date du 26 octobre 2021 de la commune de Lafitte ;
- En date du 30 septembre 2021 de la commune de La Ville Dieu du Temple ;
- En date du 7 octobre 2021 de la commune de Lizac ;
- En date du 4 novembre 2021 de la commune de Moissac ;
- En date du 26 octobre 2021 de la commune de Montain ;
- En date du 28 octobre 2021 de la commune de Montesquieu ;
- En date du 25 octobre 2021 de la commune de Saint-Aignan ;
- En date du 15 octobre 2021 de la commune de Saint-Arroumex ;
- En date du 30 septembre 2021 de la commune de Saint-Nicolas de la Grave ;
- En date du 29 septembre 2021 de la commune Saint Porquier.

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire :

- **arrête** sans réserve, les attributions de compensations définitives validées par la CLECT le 13 septembre 2021, pour l'année 2021, selon les tableaux récapitulatifs suivants :

**ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES
DE FONCTIONNEMENT POUR 2021**

AC FONCTIONNEMENT							
COMMUNES	AC 2020 DEFINITIVES	RETENUE AC 2020 AU TITRE DU SERVICE COMMUN	RESTITUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS EN 2020	AC 2020 CORRIGEE SANS REFACTURATION URBANISME ET SANS BASCULE DES SUBV	Restitution des subventions anciennement versées par la CC et retour aux communes	Facturation service commun urbanisme coût définitif 2020	AC définitives 2021 fonctionnement
Boudou	77 668.34 €	6 138.59 €	- €	83 806.93 €	- €	6 962.68 €	76 844.25 €
Castelsarrasin	4 046 285.00 €	115 806.60 €	39 750.00 €	4 122 341.59 €		112 057.96 €	4 010 283.63 €
Durfort Lacapelette	26 632.77 €		- €	26 632.77 €	- €	- €	26 632.77 €
Lizac	23 736.09 €	4 177.81 €	- €	27 913.90 €	- €	5 196.44 €	22 717.46 €
Moissac	3 025 529.92 €	64 181.97 €	45 283.00 €	3 044 428.89 €		70 805.90 €	2 973 622.99 €
Montesquieu	31 881.40 €	6 138.59 €	- €	38 019.99 €	- €	4 708.87 €	33 311.12 €
Angeville	- 16 219.13 €	- €	331.09 €	- 16 550.22 €	331.09 €		- 16 219.13 €
Castelferrus	- 1 478.70 €	3 773.93 €	632.32 €	1 662.91 €	632.32 €	2 787.86 €	- 492.63 €
Castelmayran	3 216.93 €	7 814.72 €	1 656.80 €	9 374.84 €	1 656.80 €	7 708.53 €	3 323.11 €
Caumont	- 24 030.28 €		476.28 €	- 24 506.56 €	476.28 €		- 24 030.28 €
Cordes Tolosannes	5 765.62 €	5 715.10 €	503.42 €	10 977.30 €	503.42 €	3 879.23 €	7 601.49 €
Coutures	- 20 402.43 €	- €	141.12 €	- 20 543.55 €	141.12 €		- 20 402.43 €
Fajolles	- 26 014.10 €	- €	147.90 €	- 26 162.00 €	147.90 €		- 26 014.10 €
Garganvillar	- 47 886.33 €	3 883.62 €	967.48 €	- 44 970.20 €	967.48 €	5 211.85 €	- 49 214.57 €
Labourgade	7 224.13 €	- €	259.17 €	6 964.96 €	259.17 €		7 224.13 €
Lafitte	- 17 179.45 €	3 700.81 €	333.80 €	- 13 812.45 €	333.80 €	3 861.67 €	- 17 340.32 €
Montain	- 11 548.33 €	- €	153.33 €	- 11 701.66 €	153.33 €		- 11 548.33 €
Saint-Aignan	15 234.99 €	2 366.48 €	582.12 €	17 019.35 €	582.12 €	4 708.21 €	12 893.26 €
Saint-Arroumex	- 9 677.05 €	- €	222.53 €	- 9 899.58 €	222.53 €		- 9 677.05 €
Saint-Nicolas-de-la-Grave	191 229.67 €	10 673.82 €	3 542.63 €	198 360.85 €	3 542.63 €	11 185.89 €	190 717.59 €
La-Ville -Dieu-du-Temple	53 573.90 €	19 695.19 €	3 500.00 €	69 769.09 €		21 113.64 €	48 655.45 €
Saint Porquier	90 697.68 €	7 802.54 €	- €	98 500.21 €	- €	9 976.99 €	88 523.22 €
TOTAL FONCTIONNEMENT	7 424 240.62 €	261 869.75 €	98 483.00 €	7 587 627.38 €	9 950 €	270 165.72 €	7 327 411.65 €

ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES D'INVESTISSEMENT POUR 2021

AC INVESTISSEMENT

COMMUNES	AC DEFINITIVES 2020	AC DEFINITIVES 2021
Boudou	- 30 971.79 €	- 30 971.79 €
Castelsarrasin	- 106 956.34 €	- 106 956.34 €
Durfort Lacapelette	- 81 190.48 €	- 81 190.48 €
Lizac	- 34 990.15 €	- 34 990.15 €
Moissac	- 64 004.36 €	- 64 004.36 €
Montesquieu	- 59 608.83 €	- 59 608.83 €
Angeville	13.18 €	13.18 €
Castelferrus	1 698.87 €	1 698.87 €
Castelmayran	788.68 €	788.68 €
Caumont	546.23 €	546.23 €
Cordes Tolosannes	139.85 €	139.85 €
Coutures	41.27 €	41.27 €
Fajolles	- €	- €
Garganvillar	484.90 €	484.90 €
Labourgade	319.25 €	319.25 €
Lafitte	581.77 €	581.77 €
Montain	5.73 €	5.73 €
Saint-Aignan	763.46 €	763.46 €
Saint-Arroumex	360.52 €	360.52 €
Saint-Nicolas-de-la-Grave	1 223.86 €	1 223.86 €
La-Ville -Dieu-du-Temple	- 59 974.45 €	- 59 974.45 €
Saint Porquier	- 30 464.84 €	- 30 464.84 €
TOTAL INVESTISSEMENT	- 461 193.66 €	- 461 193.66 €

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Prefecture le : 16/12/2021

Publication le : 16/12/2021

Notification le :

LE PRESIDENT,

D. BRIOIS



Membres en exercice : 62

Présents : 42

Votants : 55

Adoptée à l'unanimité des votants